

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 20 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA GIBIERS DE LA ROCHETTE

LES ROCHETTES
85480 Saint-Hilaire-le-Vouhis

**Nos Références : 23-1820 CA
Code AIOT : 0058503130**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 septembre 2023 dans l'établissement SCEA GIBIERS DE LA ROCHETTE, implanté "LES ROCHETTES" à Saint-Hilaire-le-Vouhis (85480). L'inspection a été annoncée le 17/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'activité a été stoppée en mars 2022 car l'élevage a été touché par la grippe aviaire avec abattage total des animaux. Redémarrage en 2023 de l'élevage faisans, perdrix aux rochettes. Ce site a été inspecté à l'exception des volières des reproducteurs qui sont présents mais hors de leur saison d'activité de ponte. Pas de collecte d'oeufs confirmée par le constat du couvoir sans activité et en nettoyage annuel. Inspection du site du Champ Blanc à 3 km : élevage des canards colvert qui n'a pas encore repris son activité à ce jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GIBIERS DE LA ROCHETTE
- LES ROCHETTES - 85480 Saint-Hilaire-le-Vouhis
- Code AIOT : 0058503130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'élevage est répertorié pour 71000 emplacements de volailles (38600 perdrix, 29400 faisans aux

Rochettes et 3000 canards colvert au Champ blanc), soit 45050 animaux équivalents par l'arrêté n° 2010/149 du 23/02/2010 et la décision du 04/10/2013 prenant acte du bénéfice de l'antériorité. L'établissement dispose d'un plan d'épandage sur sa SAU de 73 ha avec 52 ha épandable hors volières gibiers. La gestion des effluents et le plan d'épandage n'ont pas été contrôlés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques
- meilleures techniques disponibles (MTD)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Action corrective demandée
7	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	/	Action corrective demandée
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Action corrective demandée
10	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Action corrective demandée
18	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	/	Action corrective demandée
19	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Action corrective demandée
20	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Action corrective demandée

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Conforme
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Conforme
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Conforme
8	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Conforme
13	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	/	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- absence de plan de l'installation recensant le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (fourrages, paille...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes),
- réserves incendie à confirmer par les services incendie et secours (soit celle dénommée n° 246-0079 au nord du site à la Riolière en attente d'essai avec fourniture d'une convention, soit celle dénommée n° 246-0097 indisponible car non accessible et avec une capacité supérieure à 120 m³ qui reste à démontrer),
- absence d'affichage des numéros de téléphone et dispositions d'urgence à l'entrée des bâtiments en cas de sinistre,
- absence des fiches de données de sécurité des produits dangereux,
- la vanne de barrage de gaz est absente sur le site du Champ Blanc. Sur le site des Rochettes au niveau du bâtiment des perdrix, une vanne existe à l'entrée des bâtiments mais elle n'est pas dans un boîtier sous verre dormant et elle n'est pas identifiée. Elle ne figure pas sur un plan général du site,
- le contrôle des installations électriques a été effectué par la SOCOTEC le 7 mars 2023. Une anomalie concerne la protection contre les sur-intensités mais elle n'a pas été corrigée à ce jour. Le contrôle des installations de gaz n'est pas effectué à ce jour,
- le forage n'est pas déclaré,
- les déclarations annuelles GERE relatives à la surveillance des émissions et des consommations pour l'élevage intensif de volailles ne sont pas effectuées et donc ne permettent pas de démontrer le respect des excréments d'azote et phosphore par emplacement, ainsi que les émissions totales d'ammoniac de l'élevage (MTD 3, 4, 23, 24, 25, 27, 28).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Pas de modification de site depuis la dernière inspection du 19/09/2017. Un projet de 5 volières semi-couverte avec des panneaux photovoltaïques de 8150 m ² et d'une puissance de 500 kWc à effectif d'animaux constants est cours de procédure côté ICPE. Une dispense d'étude d'impact a été accordée le 07/07/2023 par la DREAL. Chauffage au gaz avec 5 citernes : 2 x 1750 kg, 1 x 1000 kg, 2 x 500 kg (une mobile + champ blanc), soit 5500 kg (non classé en rubrique 4718 car inférieur à 6 t)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Le jour de l'inspection, le registre des effectifs indique : <ul style="list-style-type: none">- 21954 faisans dont 1400 reproducteurs femelles- 20037 perdrix rouges dont 3400 reproducteurs mâles et femelles- 13200 perdrix grises (pas de reproducteur)- pas de canard colvert (site du champ blanc) soit un total de 55191 animaux (inférieur aux 71000 emplacements autorisés)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les 2 sites au sud et au nord du village des Rochettes sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Le site du Champ Blanc non occupé à ce jour reste dans un état de propreté conforme. Néanmoins, en l'absence d'animaux, la volière extérieure pourrait faire l'objet d'une fauche de fin d'été.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de l'installation recensant le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (fourrages, paille, ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais, ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 10 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : L'établissement emploie 3 salariés et accueille actuellement un apprenti, donc la vérification des installations électriques et techniques (gaz) est à faire annuellement. Le contrôle des installations électriques a été effectué par la SOCOTEC le 7 mars 2023. Une anomalie concerne la protection contre les sur-intensités, mais elle n'a pas été corrigée à ce jour. Le contrôle des installations de gaz n'est pas effectué à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 13 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<p>Constats : Les volières sont clôturées et l'accès y est réglementé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : L'établissement dispose d'un forage historique avec traitement de l'eau. Il est aussi branché sur le réseau public. Le dispositif de disconnexion a été visualisé dans un regard en limite d'entrée du domicile de M. Bouron. Toutefois, le réseau public n'est pas utilisé jusqu'à présent et la consommation du forage fait l'objet d'un relevé mensuel sur un calendrier. Entre janvier 2023 et décembre 2023, 5000 m ³ ont été consommés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : Le forage est situé sur le terrain du domicile de M. Bouron. Depuis l'inspection du 19/09/2017, la tête de forage a été busée et couverte. En revanche, M. Bouron ne justifie toujours pas de la déclaration de son ouvrage. Le site est en Zone de répartition des Eaux (ZRE). Un imprimé de déclaration a été laissé par l'inspecteur afin de demander la régularisation de ce forage (la date de création du forage devra impérativement être précisée).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 19 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : La SCEA gibiers de la Rochette met bien en œuvre la plupart des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) qui lui incombent (MTD 1,2, 5, 6, 8, 11, 29). En revanche, les déclarations annuelles GERE relatives à la surveillance des émissions et des consommations pour l'élevage intensif de volailles ne sont pas effectuées et donc ne permettent pas de démontrer le respect des excréments d'azote et phosphore par emplacement (MTD 3, 4, 23, 24, 25, 27, 28).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 20 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : Les déclarations annuelles GERE relatives à la surveillance des émissions et des consommations pour l'élevage intensif de volailles ne sont pas effectuées et donc ne permettent pas de démontrer le respect des émissions totales d'ammoniac de l'élevage (MTD 3, 4, 23, 24, 25, 27, 28).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 7 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Les fiches de données de sécurité des produits dangereux n'ont pas été présentées (fioul, gaz, produits phyto, biocides, ...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 8 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : pas d'anomalie constatée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Réserves incendies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - au Champ Blanc, l'étang d'irrigation détenu par Aurélien Bouron est toujours présent et rempli - aux Rochettes nord, le site est à proximité des 2 points d'eau répertoriés disponibles par le SDIS 85 : n° 246-0079 (étang artificiel de 1000 m³) en attente d'essai et de convention et le n° 246-0080 (point d'eau naturel de 60 m³) - aux rochettes sud, un point d'eau naturel est recensé sous le n° 246-0097 mais en indisponibilité due à la végétation qui gêne l'accès. <p><u>Extincteurs :</u> 8 extincteurs (4 à poudre et 4 à CO₂) sont présents dans chaque bâtiment. Le dernier contrôle date du 10/06/2022. Il est prévu un contrôle annuel très prochainement pour 2023.</p> <p>Les numéros de téléphones et les dispositions d'urgence en cas de sinistre ne sont pas affichés à l'entrée des bâtiments.</p> <p>La vanne de barrage de gaz est absente sur le site du Champ Blanc. Sur le site des Rochettes au niveau du bâtiment des perdrix, une vanne existe à l'entrée des bâtiments mais elle n'est pas dans un boîtier sous verre dormant et elle n'est pas identifiée. Les autres vannes barrage de gaz de l'établissement n'ont pas été vérifiées. Elles ne figurent pas sur un plan général du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 10 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : L'établissement emploie 3 salariés et accueille actuellement un apprenti, donc la vérification des installations électriques et techniques (gaz) est à faire annuellement. Le contrôle des installations électriques a été effectué par la SOCOTEC le 7 mars 2023. Une anomalie concerne la protection contre les sur-intensités, mais elle n'a pas été corrigée à ce jour. Le contrôle des installations de gaz n'est pas effectué à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 13 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<p>Constats : Les volières sont clôturées et l'accès y est réglementé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats : L'établissement dispose d'un forage historique avec traitement de l'eau. Il est aussi branché sur le réseau public. Le dispositif de disconnexion a été visualisé dans un regard en limite d'entrée du domicile de M. Bouron. Toutefois, le réseau public n'est pas utilisé jusqu'à présent et la consommation du forage fait l'objet d'un relevé mensuel sur un calendrier. Entre janvier 2023 et décembre 2023, 5000 m³ ont été consommés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p>
<p>Constats : Le forage est situé sur le terrain du domicile de M. Bouron. Depuis l'inspection du 19/09/2017, la tête de forage a été busée et couverte. En revanche, M. Bouron ne justifie toujours pas de la déclaration de son ouvrage. Le site est en Zone de répartition des Eaux (ZRE). Un imprimé de déclaration a été laissé par l'inspecteur afin de demander la régularisation de ce forage (la date de création du forage devra impérativement être précisée).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 19 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats : La SCEA gibiers de la Rochette met bien en oeuvre la plupart des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) qui lui incombent (MTD 1,2, 5, 6, 8, 11, 29). En revanche, les déclarations annuelles GEREPP relatives à la surveillance des émissions et des consommations pour l'élevage intensif de volailles ne sont pas effectuées et donc ne permettent pas de démontrer le respect des excréments d'azote et phosphore par emplacement (MTD 3, 4, 23, 24, 25, 27, 28).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

N° 20 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats : Les déclarations annuelles GEREPP relatives à la surveillance des émissions et des consommations pour l'élevage intensif de volailles ne sont pas effectuées et donc ne permettent pas de démontrer le respect des émissions totales d'ammoniac de l'élevage (MTD 3, 4, 23, 24, 25, 27, 28).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Action corrective demandée

